

5 février 2005

Tous ensemble dans l'action !

- Parce que la remise en cause du code du travail et la remise en cause des statuts et des services publics sont les deux versants d'une même politique de régression sociale,
- Parce que la volonté d'alourdir le temps et les conditions de travail (remise en cause des 35 heures) menace aussi bien le secteur public que le secteur privé,
- Parce que, salariés du public et salariés du privé, actifs et retraités, nous voyons tous nos salaires et pensions stagner et notre pouvoir d'achat régresser,
- Parce que la lutte pour l'emploi et contre la précarité nous concerne tous en tant que salariés et que la défense de l'emploi public est un élément de cette lutte,
- Parce que des services publics partout performants, une école qui ait les moyens d'assurer la réussite de tous les jeunes sont des facteurs déterminants d'une politique de droits, de justice et de développement économique et social,

le 5 février est l'occasion de donner un prolongement à l'action que nous avons menée le 20 janvier avec l'ensemble des services publics.

Dans l'enseignement agricole public, **l'action du 5 février s'inscrit dans la suite de l'action entreprise depuis la dernière rentrée** et notamment de la manifestation intersyndicale du 25 novembre qui a contraint la DGER à ouvrir des discussions et à engager une expertise sur les besoins non couverts de l'EAP. Cette expertise a déjà permis de faire reconnaître **6745 h complémentaires** (6 240 h actées le 17.12.04 + 505 h actées le 01.02.05). Ces besoins complémentaires reconnus représentent **plus de 10 emplois (ETP)**. Grâce à l'action menée, nous avons obtenu ces premiers résultats !

Le ministère et la DGER n'ont cependant pas renoncé à réduire encore plus les moyens de l'EAP pour la prochaine rentrée : la **préparation du mouvement des personnels**, tant en ce qui concerne les enseignants que les ATOS, et les **projets de nouvelles grilles horaires** visent à aboutir à une minoration des besoins de l'EAP afin de « rentrer dans l'enveloppe », toujours plus réduite. Cette orientation se traduira par de nouvelles suppressions d'emplois...

Pour combattre la politique du gouvernement sous tous ces aspects, nous appelons tous les personnels de l'EAP à participer massivement aux manifestations organisées dans les différents départements.

Tous Ensemble, Manifestons le 5 février !

Nous vous invitons à vous informer auprès des sections départementales FSU pour connaître le lieu et l'heure des manifestations.